

- 2) Are such objectives as excellence and equality of access substitutes for each other? Because of financial constraints, will Canadian institutions and the two levels of government have to address the possibility that not all objectives are achievable and that sacrifices in some areas will have to be made?
- 3) Are the objectives of post-secondary education, as perceived by the universities, long-term only or does the university community have to consider meeting some of the short and medium term objectives of government and the private sector if they wish to receive additional public and private research support?

3. The Quality, Quantity and Direction of Research

Mr. Johnson, in his report to the Secretary of State, *Giving Greater Point and Purpose to the Federal Financing of Post-Secondary Education and Research in Canada* (hereafter referred to as the Johnson Report) called into question the priority which governments accord to research. He indicated that because research is a contributor to economic growth, not just a sharer, research expenditures should grow more rapidly than GNP. Dr. MacKay, President of the AUCC indicated to the Committee "...that research in the universities of this country is more important than in many other countries, in part, because research activities conducted in the private sector in this country are so thin..." (Issue No. 14, p. 6)

Mr. Johnson speculated that lack of commitment to the increased funding of research may be a reflection of the fact that the university system "...is not really geared to support or to develop the kind of transcending excellence...which sets Canada apart and which gives it a lead..." (Johnson Report, p. 20)

To overcome this, Dr. Johnston was supportive of Mr. Johnston's proposal to the Secretary of State for the establishment of world class centres to foster such excellence. However, witnesses were far less certain about the form such centres should take and the methods of funding them. Mr. Johnson speculated that small, unique world-class centres were preferable whereas Dr. Johnston suggested they be part of the already well-known large universities. Some Committee members speculated that if such centres were established, keeping them small, and separate from teaching institutions, could make it constitutionally simpler for the federal government to fund them directly.

While it was clear from the hearings that the post-secondary community, in the first instance, was hoping to see an increase in the level of research funding along with stability and certainty in the new financial arrangements, they evidenced an awareness that making such a commitment with scarce financial revenues is not without costs. While the Committee accepted the argument of the need for high quality research in

- 2) Les objectifs tels la recherche d'excellence et l'égalité des chances peuvent-ils se substituer l'un à l'autre? Compte tenu des contraintes financières auxquelles ils sont soumis, les établissements d'enseignement canadiens et les deux paliers de gouvernement devront-ils se résigner à ne pas pouvoir atteindre tous les objectifs et à en sacrifier certains?
- 3) Les universitaires estiment-ils que les objectifs de l'enseignement secondaire sont uniquement à long terme, ou sont-ils prêts à satisfaire les objectifs à court et à moyen terme des gouvernements et du secteur privé pour que ceux-ci acceptent de subventionner davantage la recherche?

3. La qualité, l'ampleur et l'orientation de la recherche

Dans son rapport au secrétaire d'État, intitulé; *Pour une meilleure orientation du financement de l'enseignement post-secondaire et de la recherche par le gouvernement du Canada* (désigné ci-après sous le nom de Rapport Johnson), M. Johnson remettait en question la priorité que les gouvernements accordent à la recherche. Il signalait que la recherche favorise la croissance économique, et qu'elle ne se contente pas d'y contribuer, et qu'en conséquence, les dépenses consacrées à la recherche devraient croître plus rapidement que le PNB. Le président de l'AUCC, M. MacKay, déclarait au Comité "...qu'il s'effectue plus de recherche dans les universités canadiennes que n'importe où ailleurs, en partie parce qu'il s'en fait très peu dans le secteur privé..." (Fascicule n° 14, p. 6)

M. Johnson opinait que si le gouvernement ne s'engageait pas davantage à accorder plus de subventions à la recherche, cela pouvait indiquer que le réseau universitaire «...n'est pas vraiment façonnée de manière à faire éclore et à nourrir cette excellence transcendante...qui permettrait au Canada de se démarquer et de donner le ton aux autres pays...». (Rapport Johnson, p. 23)

Pour remédier à ce problème, le D^r David Johnston appuyait la proposition faite par M. A. W. Johnson au Secrétaire d'État concernant l'établissement de centres d'excellence de classe internationale. Certains témoins semblaient toutefois assez peu convaincus de la forme que pourraient prendre ces centres et de la façon dont on pourrait assurer leur financement. Tandis que M. A. W. Johnson alléguait qu'il était préférable d'établir des centres de classe internationale de petite taille et autonomes, le D^r David Johnston proposait que ceux-ci soient intégrés aux grandes universités qui ont déjà une réputation reconnue. Certains membres du Comité estimaient que le gouvernement fédéral pourrait plus facilement les financer directement, tout en respectant les compétences constitutionnelles, s'ils étaient de taille restreinte et autonomes.

Si, d'après les témoignages entendus, il ne faisait pas de doute que les représentants du secteur de l'enseignement post-secondaire préféreraient d'abord voir augmenter les subventions à la recherche et pouvoir compter sur une nouvelle formule de financement plus stable et plus sûr, ils se montraient conscients qu'il fallait en payer le prix, compte tenu du peu de ressources dont nous disposons. Le Comité admet qu'il serait important